

# Programme de Rupture économique et sociale

## Constat & orientations

### Sommaire

CONSTAT .....	2
Evolution de l'environnement économique et social de la France .....	2
Une évolution démographique favorable .....	2
Depuis 20 ans, l'environnement est beaucoup plus concurrentiel.....	2
Nous sommes en train de vivre une nouvelle révolution industrielle .....	2
Une transition incontournable, complexe à gérer mais qu'il nous faut affronter .....	2
Nos voisins ont déjà opéré cette transition, un exemple : le modèle danois.....	2
Résultats économiques et sociaux de la France.....	3
Une évolution du PIB par habitant notoirement et durablement insuffisante .....	3
Une balance commerciale déficitaire depuis 10 ans après 13 ans d'excédents.....	3
Population active, chômage et emplois précaires : une situation structurellement dégradée.....	3
Une activité trop concentrée sur la tranche d'âge 25-54 ans et un nombre d'heures annuelles travaillées faible.....	4
Un taux de pauvreté en dégradation depuis 2008 qui a rejoint le niveau des années 1980.....	4
Causes à l'origine des résultats économiques et sociaux de la France.....	4
Une situation de blocage due à une gouvernance économique et sociale défailante .....	4
Une faible représentativité des organisations syndicales, des conflits sociaux récurrents:.....	5
ORIENTATIONS GENERALES DU PROGRAMME .....	6
Nos convictions .....	6
Comment débloquer la situation et conduire le changement.....	7
Nos objectifs.....	7

## CONSTAT

### Evolution de l'environnement économique et social de la France

#### Une évolution démographique favorable

Depuis 40 ans :

- l'espérance de vie a augmenté de 9 ans et l'espérance de vie s'élève à près de 85 ans pour les femmes et 79 ans pour les hommes, dans le trio de tête en Europe;
- l'indice de fécondité s'est maintenu entre 1,75 et 2 enfants par femme (actuellement à 2 enfants par femme, niveau le plus élevé de l'Europe des 28)

En 2015 :

- La France est un des seuls pays d'Europe dont le taux d'accroissement naturel de la population reste positif (environ 0,4%)
- la population française s'élève à 66,4 millions d'habitants (un peu moins de 1% de la population mondiale) dont 18,4 % de moins de 25 ans et 18% de plus de 64 ans

#### Depuis 20 ans, l'environnement est beaucoup plus concurrentiel

Principalement en raison de :

- l'entrée de la Chine dans l'OMC en novembre 2001
- le passage à l'Euro en janvier 2002 avec absence de salaire minimum en Allemagne et en Espagne
- Entrée dans l'UE des pays de l'ancien bloc soviétique, à faibles coûts de main d'œuvre à partir de 2004
- Le développement de l'e-commerce : parti de 0 au début du siècle, en 2015, le Chiffre d'affaires de l'e-commerce en France s'élève à 62,5 M€ (X % du total, et le premier site marchand est Amazon)

#### Nous sommes en train de vivre une nouvelle révolution industrielle

Nous sommes en plein dans une nouvelle révolution industrielle qui, s'appuyant sur le développement conjugué des nanotechnologies, des biotechnologies, de l'informatique et des sciences cognitives et associée à la nécessité d'évoluer vers un développement durable est en train de transformer radicalement l'Economie mondiale.

Ces mutations nécessitent des adaptations majeures et rapides des acteurs de l'économie. Elles se traduisent par une accélération du processus économique permanent de « destruction créatrice » qui provoque simultanément la disparition et l'apparition de nombreuses activités et entraîne une profonde reconfiguration des facteurs de production et de l'organisation économique mondiale.

#### Une transition incontournable, complexe à gérer mais qu'il nous faut affronter

Cette transition est complexe à gérer et pose de multiples questions. Mais il est nettement préférable de l'affronter et de chercher à s'adapter par l'agilité, l'innovation, l'expérimentation et la recherche d'un nouveau modèle humaniste de développement plutôt que de se réfugier dans un conservatisme apeuré en défendant un modèle clairement dépassé.

Dans cette transition, l'Europe a pris du retard sur le reste du Monde (actuellement les grands développements s'opèrent hors d'Europe) et la France a pris du retard par rapport au reste de l'Europe.

#### Nos voisins ont déjà opéré cette transition, un exemple : le modèle danois

Le modèle danois est beaucoup plus libéral et « fait ressembler la France à un Jurassic Park social ».

Les relations sociales au Danemark peuvent être caractérisées ainsi:

- Un « dialogue » entre partenaires sociaux (patronats, syndicats) et l'Etat : la coopération entre partenaires sociaux est une réalité, l'Etat ayant pour rôle d'épauler les partenaires si besoin.

- L'Etat danois incite les partenaires à conclure des accords collectifs, 84% des salariés danois sont couverts par de tels accords.
- Un taux de syndicalisation qui atteint...70% !
- Les accords collectifs sont sectoriels ou spécifiques aux entreprises. Il n'existe pas, à proprement parler, de salaire minimum, mais des salaires indicatifs
- Les syndicats danois sont financés par les cotisations des membres. Ils gèrent les caisses de retraite et les caisses d'allocations chômage dans la gestion desquelles ils sont impliqués et ne reçoivent aucun argent de l'Etat.

Il résulte de cette pratique des relations sociales :

- Une réelle **flexibilité**
- Un sentiment partagé de **sécurité**
- Une politique active de l'Etat en matière d'**activité** économique
- Un système de **formation continue** dense et riche.

25% des salariés changent de travail chaque année, la plupart volontairement. Les parcours atypiques sont possibles et le salarié, tout au long de sa vie professionnelle, dispose d'une forte capacité de choix.

Ce modèle danois peut être résumé autour des « 5C » : Confiance, Compréhension, Consultation, Compromis, Consensus...auxquels s'ajoutent « 3C » supplémentaires : Cohésion sociale, Compétitivité...mais aussi (rarement) des Conflits.

## Résultats économiques et sociaux de la France

### Une évolution du PIB par habitant notoirement et durablement insuffisante

Depuis 40 ans la France présente un déficit cumulé de croissance du PIB par habitant de 16% par rapport aux autres pays de l'OCDE. Le décrochage a commencé à la fin des années 80 et s'est accentué depuis le début des années 2000.

En 2015, le niveau de PIB par habitant s'élève à 40 178 \$ et a retrouvé un niveau proche de celui de 2006, il situe la France 13<sup>ème</sup> en Europe (après tous les pays du Nord et de l'Est de l'Europe occidentale) et 20<sup>ème</sup> dans le Monde.

### Une balance commerciale déficitaire depuis 10 ans après 13 ans d'excédents

Le solde des échanges extérieurs, après avoir été constamment positif de 1992 à 2005 est devenu négatif et reste déficitaire depuis 10 ans (entre -1% et -3% du PIB).

### Population active, chômage et emplois précaires : une situation structurellement dégradée

La population active s'élève à 24 Millions de personnes dont 5,5 millions (23%) sont fonctionnaires ou apparentés.

En 1984 le chômage a dépassé le seuil des 8% de la population active, depuis, la France héberge un chômage structurel massif qui a plafonné en 1997 à 10,9% et qui n'est repassé sous la barre des 8% qu'en 2001 et 2007 (avec un minimum à 7,2%).

En 2015 :

- le taux de chômage s'est élevé à 10,4% de la population active (OCDE : 7,3%, UE 28 : 10,1%, zone Euro : 11,6%) avec 650.000 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis 2012
- Le taux de chômage des 15-24 ans s'est élevé à près de 25% de la population active (OCDE : 14%, UE 28 : 21%, zone Euro : 22,5%)

- Le FMI estime que le taux de chômage structurel s'élève à 9%
- Parmi les personnes en situation d'emploi 16% ont un contrat de travail temporaire (pour 13,9% dans l'UE à 28 et 11,1% dans l'OCDE)
- Au total 75% de la population active est soit au chômage, soit en situation d'emploi précaire

## Une activité trop concentrée sur la tranche d'âge 25-54 ans et un nombre d'heures annuelles travaillées faible

Le taux d'emploi :

- des 15-24 ans est parmi les plus bas de l'OCDE à 27,8% pour près de 61% en Suisse
- des 25 -54 ans est près de 79,5% soit 3,5% plus élevé que la moyenne de l'OCDE
- des 55 -64 ans est parmi les plus bas de l'OCDE à 46,9% pour près de 67,5% (moyenne OCDE)
- des 65 et plus est parmi les plus bas de l'OCDE à 27,8% pour près de 61% en Suisse
- des hommes est de 67,2% inférieur de 6,4% à la moyenne de l'OCDE
- des femmes est de 57,9% inférieur de 2,3% à la moyenne de l'OCDE

En 2014, le nombre moyen d'heures travaillées par actif était de 1473 heures soit 83% de la moyenne des pays de l'OCDE.

## Un taux de pauvreté en dégradation depuis 2008 qui a rejoint le niveau des années 1980

Le taux de pauvreté a nettement baissé dans les années 1970 et au début des années 1980, notamment du fait d'une meilleure protection des personnes âgées.

Entre 2004 et 2013, le taux de pauvreté est passé de 12,6 à 13,7 % (seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian), le nombre de pauvres est passé de 7,4 à 8,5 millions. Le taux de pauvreté a rejoint son niveau du début des années 1980. Depuis 2008, le nombre de titulaires de minima sociaux n'a cessé de croître.

En 2015, le RSA concerne 1,8 millions de personnes, et on estime qu'entre 8 et 9 millions de personnes vivent en France en dessous du seuil de pauvreté qui touche en particulier les jeunes (près de 19% des 18-29 ans, 13% des 30 à 49 ans et 9,5% des plus de 50 ans)

3,5 millions de personnes sont mal-logées et 150.000 sont sans-abri dont 30.000 enfants

## Causes à l'origine des résultats économiques et sociaux de la France

### Une situation de blocage due à une gouvernance économique et sociale défailante

Malgré ces mauvais résultats et contrairement à tous nos partenaires et concurrents depuis une vingtaine d'années, nous n'avons pas engagé les réformes structurelles nécessaires, en particulier en ce qui concerne le marché du travail.

Nous sommes dans une impasse, les français sont profondément divisés sur les solutions à apporter et nous n'avons pas encore trouvé de projet suffisamment fédérateur pour entraîner le pays dans une autre voie.

La vision politique dominante s'appuie encore sur une vision passiste, idéologique et nostalgique, héritée du 19<sup>ème</sup> siècle (la précédente révolution industrielle) et qui est notoirement inadaptée à la situation actuelle.

Si l'on veut moderniser l'économie il faut avoir des instances de gouvernance modernes. La modernisation est avant tout une modernisation dans les têtes qui nécessite de faire évoluer le niveau de connaissance de nos concitoyens.

Eléments fondateurs de la gouvernance actuelle:

- organisation sociale patriarcale et corporatiste, toujours appuyée sur un schéma de l'emploi à vie dans la même entreprise et la préservation de rentes de situation: les gens sont tétanisés sur leur emploi car leurs droits sont attachés à leurs statuts et à l'entreprise dans laquelle ils sont salariés
- Un conformisme, une aversion aux risques qui favorisent le statu quo et les insiders au détriment du changement, de l'innovation et des outsiders (les jeunes, les immigrés, les femmes.....)
- dirigisme étatique généralisé sur toutes les formes d'activité économique qui régent et uniformise les rapports sociaux sans discernement
- en particulier un droit du travail très complexe, rigide et uniforme (cf SMIC unique sur l'ensemble du territoire et des secteurs) qui entrave lourdement la liberté, l'efficacité et les capacités d'adaptation des entreprises et des individus
- Une fiscalité et des charges sociales trop élevées (record du monde en 2015) trop orientée vers la redistribution et le financement de l'Etat et pas assez vers l'efficacité économique et l'investissement.
- une indemnisation du chômage pas assez incitative à la reprise d'activité
- une vision du monde du travail « nationaliste et étriquée » et 23% des salariés vivent sous un régime de statut du secteur public, un espace garanti par l'Etat
- culture du conflit, manque de coopération de capacité à faire des compromis (lutte des classes)

### Une faible représentativité des organisations syndicales, des conflits sociaux récurrents:

Une démocratie sociale en panne avec des syndicats non représentatifs des salariés dont le financement ressort essentiellement des entreprises et de l'Etat.

Chez les salariés, le taux moyen de syndicalisation (Secteur public: 15%, privé: 5% ) n'est en moyenne que de 7,7 % (pour 17% dans l'OCDE).

Un « taux de grève » de 132 jours par an pour 1000 salariés en France, contre 17 en Allemagne, avec des « pointes » à 592 jours dans certains services publics ( Ratp, Sncf, Poste ).

### Nos convictions

Nous croyons que :

- L'Économie française doit devenir agile et compétitive pour s'adapter à un environnement très concurrentiel et en évolution rapide.
- Le système économique et social doit reposer sur la responsabilité, le dialogue, le respect et la confiance mutuelle des acteurs dans une communauté d'intérêts bien compris.
- La fiscalité et les prélèvements sociaux doivent être réorientés pour favoriser l'investissement, l'accès à la propriété et à l'utilisation des moyens de production pour tous les acteurs économiques.
- Le chômage résulte d'un solde entre les destructions et les créations d'emploi. Pour sortir du chômage de masse, il ne faut pas empêcher les destructions, mais faire en sorte que le solde entre les deux soit régulièrement positif.
- L'État doit réduire drastiquement ses besoins de financement (max 30% du PIB)
- L'État doit cesser d'être un acteur paralysant, réduire les contraintes qu'il fait peser sur les acteurs économiques en substituant l'accord à la loi (durée du travail, départ à la retraite...Etc) pour prendre un rôle d'encadrement et de contrôle. En particulier, le marché du travail doit pouvoir être régulé par ses acteurs et non par l'État.
- Suivant le modèle d'Europe du Nord, il faut apporter du soin à la personne tout au long de sa vie professionnelle, plutôt que de se contenter d'apporter du soin aux seuls statuts et emplois.
- Il faut donc créer un cadre juridique et économique permettant aux individus de piloter leur parcours et de se protéger eux-mêmes grâce à 3 leviers majeurs :
  - L'accessibilité permanente à une formation professionnelle diversifiée et de qualité
  - La sécurisation des parcours individuels par l'acquisition de droits liés à la personne
  - L'exercice d'une mobilité professionnelle et géographique voulue et non subie
- Il faut lever au maximum les barrières qui freinent l'entrée des « outsiders », la mobilité et les choix individuels :
  - Par l'introduction de marges de manœuvres dans la rémunération des emplois les moins qualifiés (fin du SMIC uniforme sur tout le territoire et dans tous les secteurs)
  - Par l'harmonisation des statuts, des contrats de travail et la sécurisation des parcours
  - Par l'harmonisation des systèmes de retraites sur un modèle à la carte (exemple des suédois)
  - Par une refonte complète de la politique du logement pour faciliter la mobilité géographique
- Il faut assurer un socle de solidarité d'accès simple, équitable et incitatif à l'activité pour les plus démunis

- Le dialogue social étant un facteur essentiel de la production de richesse, il doit être ouvert et refondé sur la base de la représentativité des acteurs et de la démocratie participative.
- Le financement des instances représentatives des acteurs économiques doit être assuré par leurs adhérents.

## Comment débloquent la situation et conduisent le changement

En dépolitisant les débats économiques afin de passer de la « croyance » au « savoir ».

**En expliquant que la mutation est obligatoire et que nous pouvons développer un modèle économique et social compétitif et humaniste ; c'est-à-dire qu'il mettra l'humain au centre du système.**

La mutation se fera grâce aux personnes du terrain qui expérimentent au quotidien. Il faut savoir prendre des risques et expérimenter, il peut y avoir des échecs, mais c'est un passage obligatoire pour aboutir à des réussites. Le principe de précaution dans notre Constitution est à supprimer.

Il faut développer, une culture de la confiance et une culture du contrat social qui nous fait défaut, en développant dans les entreprises, et pour tous les salariés, une réelle culture économique et sociale.

**Il faut refonder** la démocratie sociale et le syndicalisme dans cet esprit.

Il est impératif de pratiquer une réelle consultation avant de décider ou de lancer des réformes.

En France, l'engagement associatif reste important, même s'il s'exprime dans d'autres domaines que le syndicalisme ; il existe donc encore une forte capacité de mobilisation des acteurs.

La consultation n'est en rien du temps perdu, cela facilite la compréhension des réformes et leur assimilation par l'opinion et les citoyens.

## Nos objectifs

Notre programme visera à instaurer :

- UN SYSTEME FISCAL ET SOCIAL QUI FAVORISE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LA LIBERTE INDIVIDUELLE
- UN SOCLE DE SOLIDARITE LISIBLE ET INCITATIF POUR LES PLUS DEMUNIS
- UN MARCHE DU TRAVAIL FLUIDE. UN DROIT DU TRAVAIL SIMPLE, ADAPTE AUX BESOINS OPERATIONNELS
- LA LIBERTE DE CHOISIR SON EMPLOI
- UN DIALOGUE SOCIAL CONSTRUCTIF ENTRE ACTEURS RESPONSABLES